

Des évêques plus mondialistes que catholiques ?

François Marcilhac écrit dans le dernier numéros de [L'Action Française](#) :

Encensé par Libération (du 13 octobre) qui y voit « un texte qui fait du bien », et plus généralement par la presse de l'oligarchie, nous avons tout lieu de craindre le dernier opus du Conseil permanent de la Conférence des évêques de France (CEF), sous le titre "Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique".

D'autant que sa sortie en librairie avait été précédée par un entretien, d'une niaiserie affligeante, de Mgr Pontier, président de la CEF, dans *Le Monde* (du 14 octobre) — une page et demie ! Grand apôtre du vivre-ensemble « *au ras du terrain* », l'archevêque de Marseille qui, comme les socialistes de Terra Nova, voit dans chaque migrant ou presque une chance pour la France — « *Ce sont aussi des talents qui nous arrivent* » ...et dont nous dépouillons leur pays d'origine —, a « *un peu honte* » quand, contrairement au Liban, voire la Grèce et l'Italie, il ne voit pas notre pays « *manifester le minimum d'accueil* ». Il n'a pas, en revanche, « *un peu honte* » de déconsidérer la Manif' pour tous du dimanche suivant : car pour Mgr Pontier, le mariage pour tous, et, nous supposons, ce qui va avec, à savoir le prétendu droit à l'enfant, ne « *tracassent* » qu' « *un certain nombre de Français* », qui, en manifestant, « *donnent l'apparence d'une "militance excessive"* ». Il y a donc eu à Paris, ce dimanche, 200 000 militants excessifs !

Ces propos illustrent bien la teneur de l'opus épiscopal : il faut désormais avaliser les évolutions de la « *société* », terme qui, selon la vulgate communautariste et mondialiste auquel ce texte emprunte son vocabulaire, est employé comme synonyme de « *nation* » ou de « *pays* ». Et si la question de l'identité est posée, c'est, là aussi, uniquement pour constater que, entrés dans une société « *pluriculturelle* », nous devons positiver.

Libération a raison sur un point : le diagnostic « *n'est pas vraiment neuf* », qu'il s'agisse du discrédit de la classe politique, de l'individualisme, du consumérisme et du matérialisme ambiants, de l'éclatement de la société en différents communautarismes, de « *la question du sens* » au sein d'une « *société en tension* » et du « *contrat social à repenser* ». Non, ce qui est intéressant, c'est ce que ce texte révèle de l'état d'esprit de nos évêques, du moins de ceux qui composent la commission permanente de la CEF, ce « *pays légal* » épiscopal censé s'exprimer au nom de tous. D'autant que leur parole sur le politique est rare, ce qui devrait donner d'autant plus de poids à un texte qu'ils destinent non seulement aux catholiques mais à tous les citoyens français. Ou plutôt non : « *aux habitants de notre pays* ». Or la différence n'est pas mince.

Il pourrait en effet paraître paradoxal, alors que ce texte a été publié en complément de celui de juin dernier visant à donner « *quelques éléments de réflexion* » pour « *2017, année électorale* »,

qu'il ne s'adresse pas en priorité aux citoyens. C'est qu'il s'agit bien, selon le titre d'un rapport commandé par le Gouvernement qui avait fait scandale en 2013, et dont ce texte n'est finalement que la version cléricale, de « *faire société commune dans une société diverse* », à savoir, comme l'affirment les auteurs du document épiscopal, de « *gérer (sic) la diversité dans notre société* », le christianisme ne devant plus être sollicité que pour « *partager son expérience doublement millénaire et sans renouvelée d'accueil et d'intégration de populations et de cultures différentes dans la naissance d'une identité qui ne nie pas les autres appartenances* ». Ou quand l'annonce du message évangélique est réduite à la valorisation d'une chrétienne attitude dans la gestion du vivre-ensemble. Du reste, cette attitude ne « *doit pas être une confrontation de vérités, mais une recherche ensemble, en vérité* », c'est-à-dire, en bon français, et non plus en sabir estampillé CEF, une recherche, certes emplie de sincérité, mais neutre au plan des vérités évangéliques, puisque toutes les idées se valent dans un relativisme dont on croit que sortira la paix sociale — comme si la société, comme la nature, n'avait pas horreur du vide. Du reste, « *liberté, égalité, fraternité* », « *ces trois mots sont une change pour notre pays* » (Mgr Pontier). Au pays enchanté des valeurs républicaines, qu'a-t-on encore besoin de parler d'évangélisation ?

Remarquons simplement, nous qui ne nous intéressons dans ces colonnes qu'à l'humble bien positif de la cité, que le document avalise, voire revendique, finalement comme une « *richesse* », cette crise de l'identité nationale, qui entraîne la rupture du lien originel entre le christianisme et la France, qu'une laïcité agressive n'a cessé de distendre depuis plus d'un siècle et que le mondialisme, conçu par nos évêques eux-mêmes comme le nouvel horizon de l'humanité, est en voie de rompre définitivement. C'est là que la confusion entre société et nation est active, puisqu'elle vise, en encourageant l'immigration, à rendre inéluctable l'éclatement culturel et donc à placer « *l'idée d'une Nation homogène* » au rang des accessoires obsolètes — le concept de nation devant s'effacer derrière celui de société plurielle. Car si l'immigration n'est pas sans poser déjà de graves questions à notre communauté de destin, les évêques anticipent, dans l'esprit de Terra Nova, en déclarant qu'il conviendrait d'ores et déjà, face à l'affirmation de différences communautaires ou identitaires, « *de redéfinir ce que c'est d'être citoyen français et de promouvoir une manière d'être ensemble qui fasse sens* » — charabia qui signifie simplement l'acceptation d'une société multiculturelle dans une logique communautariste. Et pour bien enfoncer le clou d'affirmer que « *le danger serait d'oublier ce qui nous a construits* », c'est-à-dire notamment le christianisme, mais dont l'action est manifestement révolue, « *ou, à l'inverse, de rêver du retour à un âge d'or imaginaire* ». Plus explicite encore, Mgr Pontier, dans *Le Monde*, évoque une « *supposée identité fermée, éternelle, que tout le monde aurait partagée dans le passé* ». Voilà à quoi certains de nos évêques ramènent aujourd'hui le baptême de Clovis, et par là-même de la France, aux promesses duquel, en 1980 au Bourget, saint Jean-Paul II demandait aux Français s'ils étaient demeurés fidèles, déjà, sans susciter l'enthousiasme d'un bon nombre de nos évêques. N'osa-t-il pas aller jusqu'à qualifier la France de « *fille aînée de l'Eglise* » ? Il est vrai : « *Dieu nous préserve aussi des saints !* », s'exclame le doyen de Blangermont devant le jeune curé d'Ambrecourt, dans le *Journal d'un curé de campagne* de Bernanos...

Pour le rapport socialiste de 2013, il convient de « *faire évoluer la société française [...] afin de*

permettre à toutes les personnes qui résident en France de vivre ensemble, de participer à une "société des égaux", d'être (re)connues dans leur diversité, [...] simplement pour leur présence sur le territoire national ». Le texte épiscopal ne dit pas autre chose, en s'adressant aux « *habitants de notre pays* », et non aux Français, tous ces « *habitants* » étant destinés à partager une citoyenneté devenue le prête-nom d'un vivre-ensemble riche d'« *identités plurielles* », ...et heureuses ? Et dans la dénonciation de « *postures racistes réciproques* », comment ne pas voir un écho à la définition européenne de l'intégration comme « *processus dynamique à double sens d'acceptation mutuelle de la part de tous les immigrants et résidents des États membres* » ? Ne sommes-nous pas tous des migrants, après tout ?

Ce texte aurait mérité un 10 sur 20 s'il avait été la dissertation sans personnalité d'un potache auquel son professeur d'instruction citoyenne avait demandé de réfléchir sur le vivre-ensemble. Malheureusement il exprime, du moins officiellement, la pensée de nos évêques, manifestement soumise à la logique du mondialisme, prélude au village planétaire. Il n'est pas certain que, là aussi, le pays réel soit en accord avec le pays légal."